

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne
43, rue du Docteur Duroselle
16000 Angoulême

Angoulême, le 2 février 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28 janvier 2026

Contexte et constats

Publié sur 

SCHNEIDER ELECTRIC FRANCE

Zone Industrielle des Agriers
16000 Angoulême

Références : 2026_124_UbD16-86_Env
Code AIOT : 0007202780

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28 janvier 2026 dans l'établissement SCHNEIDER ELECTRIC FRANCE implanté Zone Industrielle des Agriers 16000 Angoulême. L'inspection a été annoncée le 10 décembre 2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La d'inspection faite suite à une plainte du voisinage relative à des nuisances sonores, l'exploitant a présenté les actions engagées pour remédier aux désagréments constatés. Des travaux ont notamment été réalisés en décembre sur l'extracteur d'air identifié comme étant à l'origine du bruit. L'exploitant a également indiqué son intention de remplacer les deux autres extracteurs d'air, de conception et d'ancienneté similaires, afin de prévenir toute récurrence des nuisances.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCHNEIDER ELECTRIC FRANCE
- Zone Industrielle des Agriers 16000 Angoulême
- Code AIOT : 0007202780
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Schneider Electric est un acteur majeur de la transformation numérique de la gestion de l'énergie et des automatismes dans les secteurs du résidentiel, des bâtiments, des centres de données, des infrastructures et de l'industrie.

Le site d'Angoulême situé aux Agriers s'appuie sur deux pôles de compétences :

- un pôle spécialisé dans la fabrication de cartes électroniques en petites et moyennes séries, incluant le prototypage et la contribution au processus de création de l'offre ;
- un pôle dédié à l'assemblage de produits électroniques et électromécaniques, notamment pour des séries limitées ou des produits complexes.

Contexte de l'inspection :

- Plainte pour nuisances sonores
- Classement ICPE

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 16/10/2017, article R.511-9	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Cessation partielle (nettoyage / dégraissage)	Code de l'environnement du 08/07/2024, article L.512-12-1 & R.512-66-3	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
3	Bruits et vibrations	Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 8.1 et 8.4	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
4	Contrôle périodique	Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 1.1.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Un point sur les rubriques ICPE a été réalisé lors de la visite. Il ressort que la société Schneider Electric ne relève plus de la rubrique 2910 (combustion liée au chauffage) à la suite des travaux de décarbonation et de l'installation d'une pompe à chaleur. De même, l'activité relevant de la rubrique 2564 (décapage / dégraissage utilisant des liquides organohalogénés et/ou des solvants organiques) n'est plus exercée sur le site.

Toutefois, l'exploitant devra procéder à la mise en conformité administrative de la situation en actant formellement la mise à l'arrêt de ces rubriques par la transmission à l'inspection des installations classées d'une attestation de cessation sécurisée (ATTES-SECUR) et procéder à la télédéclaration de cessation pour ces deux rubriques.

Par ailleurs, concernant la plainte pour nuisances sonores, une étude acoustique a été réalisée en limite de propriété à l'issue des travaux menés sur l'extracteur d'air. Les résultats obtenus, en périodes diurne et nocturne, sont conformes aux exigences réglementaires applicables en matière de bruit en limite de site et d'écoulements sonores.

L'exploitant s'est engagé à renouveler l'étude acoustique à l'issue des futurs travaux, tant en limite de propriété qu'en zones d'écoulement. Il a également exprimé sa volonté de rencontrer le voisinage afin de favoriser le dialogue, de présenter les mesures mises en œuvre et de lever les éventuelles inquiétudes persistantes.

À cet effet, l'exploitant devra transmettre à l'inspection des installations classées le devis relatif aux travaux prévus sur les deux extracteurs d'air restants, ainsi que le rapport de l'étude acoustique qui sera réalisée à l'issue de ces travaux, afin de permettre le suivi des engagements pris et la vérification du respect de la réglementation en matière de nuisances sonores.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/10/2017, article R.511-9
Thème(s) : Situation administrative, Nomenclature des ICPE - Régime
Prescription contrôlée : La colonne " A " de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Rubrique ICPE 2910

Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes

A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est :

2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW

Rubrique ICPE 2564

Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces quelconques par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques , à l'exclusion des activités classées au titre de la rubrique 3670.

1. Hors procédé sous vide, le volume des cuves affectées au traitement étant :

c.. Supérieur à 200 l, mais inférieur ou égal à 1500 l pour les autres liquides organohalogénés ou solvants organiques

Rubrique ICPE 1532

Stockage de bois ou de matériaux combustibles analogues

« Bois ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et mentionnés à la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public :

2. Autres installations que celles définies au 1, à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510, le volume susceptible d'être stocké étant :

b) Supérieur à 1 000 m³ mais inférieur ou égal à 20 000 m³

Constats :

L'exploitant a indiqué ne plus posséder d'installation de combustion pour le chauffage rattaché à la rubrique ICPE 2910.1. En effet, depuis plusieurs années le chauffage est généré par une pompe à chaleur mise en place dans le cadre de la décarbonation de l'entreprise Schneider à l'échelle du groupe.

L'exploitant a également évoqué le fait de ne plus utiliser de produits organohalogénés ou des solvants organiques dans le cadre du nettoyage, décapage ou du dégraissage rattaché à la rubrique ICPE 2564.

Pour la rubrique ICPE 1532.2 aucun changement n'a été apporté, le volume indiqué reste de 1305 m³.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra réaliser la mise en conformité administrative du site en réalisant une télédéclaration via le site <https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R42920> pour les rubriques IPCE évoquées dans ce constat.

Il informe l'inspection des installations classées de la réalisation de ces déclarations.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Cessation partielle (nettoyage / dégraissage)

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/07/2024, article L.512-12-1 & R.512-66-3
Thème(s) : Situation administrative, ATTES SECUR
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article L.512-12-1</u> Lorsque l'installation soumise à déclaration est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant place le site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur comparable à la dernière période d'activité de l'installation. Il en informe le propriétaire du terrain sur lequel est sise l'installation ainsi que le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme. Selon les modalités et dans les cas définis par décret en Conseil d'Etat, l'exploitant fait attester de la mise en œuvre des mesures relatives à la mise en sécurité du site par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine.</p> <p><u>Article R.512-66-3</u> Les rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement définie à l'article R. 511-9 du Code de l'environnement pour lesquelles l'attestation prévue à l'article L. 512-12-1 est requise sont les suivantes : [...] 2564 [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant devra transmettre en amont les fiches de données de sécurité correspondant aux produits utilisés en lieu et place de ceux visés par la rubrique IPCE 2564 afin de valider cette cessation.</p> <p>Toutefois, l'exploitant doit encore procéder à la mise en sécurité du site conformément aux exigences réglementaires en vigueur. Cette opération devra être réalisée par un organisme accrédité par le LNE. À l'issue de cette intervention, un rapport « ATTES SECUR » devra être établi, attestant de la mise en sécurité complète et conforme du site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra transmettre à l'inspection des installations classées, pour justification :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le rapport « ATTES SECUR » établi par l'organisme certifié par le LNE, attestant de la mise en sécurité complète et conforme du site ; • l'attestation valide de certification selon le LNE de l'organisme intervenant.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 4 mois

N° 3 : Bruits et vibrations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 8.1 et 8.4

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites de bruit

Prescription contrôlée :

Article 8.1 :

Au sens du présent arrêté, on appelle :

"émergence" : la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (installation en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence de bruit généré par l'installation) ;

"zones à émergence réglementée" :

- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date de la déclaration, et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse) ;
- les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date de la déclaration ;
- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date de la déclaration dans les zones constructibles définies ci-dessus et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.

Pour les installations existantes, la date de la déclaration est remplacée, dans la définition ci-dessus des zones à émergence réglementée, par la date du présent arrêté.

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon telle que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

Les émissions sonores émises par l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles précisées dans le tableau suivant :

NIVEAU DE BRUIT ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	EMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés	EMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)
Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)

De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne devra pas dépasser, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB (A) pour la période de jour et 60 dB (A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période concernée est supérieur à cette limite.

Article 8.4 :

L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997

Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Une mesure initiale du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée, par une personne ou un

<p>organisme qualifié, dans un délai maximal de trois ans après la publication du présent arrêté pour les installations existantes et dans les six mois suivant la mise en service pour les installations nouvelles.</p>
<p>Constats :</p> <p>Suite à une plainte de voisinage concernant des nuisances sonores régulières, l'exploitant a réalisé en décembre 2025 des travaux sur l'extracteur d'air à l'origine des nuisances.</p> <p>Il a par ailleurs indiqué son intention de remplacer, à court terme, les deux autres extracteurs n'ayant pas fait l'objet d'une intervention et datant de la même période, afin de prévenir toute nuisance future.</p> <p>En parallèle, une campagne de mesures acoustiques a été menée par la société Bureau Veritas en limites de propriété à l'issue des travaux. Les résultats obtenus en périodes diurne et nocturne sont conformes à la réglementation en vigueur.</p> <p>L'exploitant s'engage à renouveler ce type de mesures acoustiques les 13 et 14 juillet 2026, à l'issue des futurs travaux, tant en limites de propriété qu'en zones d'urgence réglementée.</p> <p>Il souhaite enfin, organiser une rencontre avec le voisinage afin de favoriser le dialogue, d'apporter des éléments de transparence sur les actions engagées et de lever les éventuelles inquiétudes persistantes.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra transmettre sous 1 mois à l'inspection des installations classées le devis relatif à l'intervention prévue sur les deux extracteurs d'air restants, ainsi que le rapport des mesures acoustiques qui sera réalisée à l'issue des travaux.</p> <p>Ces éléments permettront de vérifier la bonne prise en compte des engagements annoncés et le respect de la réglementation en vigueur en matière de nuisances sonores.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 4 : Contrôle périodique ICPE

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 1.1.2</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Dispositions générales</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement.</p> <p>Ces contrôles ont pour objet de vérifier la conformité de l'installation aux prescriptions repérées dans la présente annexe par le terme : « objet du contrôle », éventuellement modifiées par arrêté préfectoral, lorsqu'elles lui sont applicables.</p> <p>Les prescriptions dont le non-respect constitue une non-conformité majeure entraînant l'information du préfet dans les conditions prévues à l'article R. 512-59-1 sont repérées dans la présente annexe par la mention : « le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure ».</p> <p>L'exploitant conserve le rapport de visite que l'organisme agréé lui adresse dans le dossier installations classées prévu au point 1.4. Si le rapport fait apparaître des non-conformités aux dispositions faisant l'objet du contrôle, l'exploitant met en œuvre les actions correctives nécessaires pour y remédier. Ces actions ainsi que leurs dates de mise en œuvre sont formalisées</p>

et conservées dans le dossier susmentionné.

Constats :

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a signalé que les rubriques visées par des contrôles périodiques ne sont plus d'actualité (voir point de contrôle n°1).

Toutefois, le dernier contrôle périodique réalisé par l'exploitant au titre de la rubrique ICPE 2564 a été effectué le 03/05/2024 par la société Bureau Veritas. À cette occasion, une non-conformité majeure a été relevée concernant le volume de rétention de la machine ATRON, celui-ci étant de 188 L pour un volume de produit contenu de 240 L, en contradiction avec les exigences réglementaires applicables.

Par ailleurs, plusieurs non-conformités ont également été constatées relatives à la gestion et à l'état des stocks de produits, à l'absence ou à l'insuffisance de plan de stockage, ainsi qu'à la signalisation des dangers, celle-ci n'étant mise en place que pour les produits dangereux.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées les justificatifs liés à la mise en œuvre des actions correctives attestant de la mise en conformité des volumes de rétention, de l'amélioration de la gestion et de l'état des stocks, ainsi que de la mise à jour des plans et de la signalisation des dangers, dans les délais prescrits.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois